

Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

07 Mars 2012

07 مارس 2012

Droits de l'homme

La réforme constitutionnelle mise en exergue à Barcelone

Mohamed Essabbar met l'accent sur les efforts déployés par le Royaume pour l'élargissement du champ des libertés.

M. Essabbar met l'accent sur les attributions du CNDH. Ph. Archives

Les acquis du Maroc en matière de promotion des droits de l'Homme entre 1999 et 2012 ainsi que les principales nouveautés de la réforme constitutionnelle ont été mis en exergue lors d'une rencontre-débat organisée, lundi soir, à Barcelone (nord-est de l'Espagne) avec la participation de plusieurs responsables et d'éminents constitutionnalistes et juristes marocains et espagnols.

Intervenant lors d'une table ronde organisée dans le cadre de cette rencontre sur le thème « Le Maroc et les droits de l'Homme: douze ans de règne du Roi Mohammed VI », Mohamed Essabbar, secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a présenté un exposé exhaustif sur le processus de réformes politiques engagé par le Maroc pour la promotion des droits de l'Homme et la consécration de l'Etat de droit et de démocratie, soulignant que la « nouvelle ère, amorcée en 1999, a marqué une rupture avec les perceptions et les pratiques ayant caractérisé auparavant l'exercice du pouvoir ». L'illustration « la plus frappante » de cette volonté de rupture a été la création de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) qui a « conduit l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle et jeté les bases d'une nouvelle manière de traitement par l'Etat du dossier des droits de l'Homme », a souligné M. Sebbar, mettant l'accent sur les efforts déployés par le Royaume pour l'élargissement du champ des libertés, à travers notamment la promulgation d'un nouveau code de la famille, la réforme du code de la nationalité et la mise en place de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA).

Il a également évoqué les actions menées sur le plan institutionnel en faveur de la protection des droits humains, citant, entre autres, la suppression de la Cour spéciale de justice et la création du Conseil constitutionnel ainsi que des tribunaux administratifs, rappelant aussi la création du Conseil consultatif des droits de l'Homme en 1990, qui a constitué un « tournant décisif dans le parcours des droits de l'Homme au Maroc », ainsi que l'Institut royal de la culture amazigh et l'Instance centrale pour la prévention de la corruption.

Le processus de réformes et de renforcement du dispositif institutionnel relatif à la promotion et la protection des droits de l'Homme s'est poursuivi notamment à travers la création du CNDH, a précisé M. Sebbar, mettant l'accent sur les attributions de cette institution en matière de la consolidation des acquis démocratiques et de l'ancrage de la culture et de la pratique des droits de l'Homme. Le secrétaire général du CNDH a également passé en revue les principales nouveautés de la Constitution approuvée par le peuple marocain en juillet 2011, qualifiant la nouvelle Loi fondamentale de « véritable charte des droits et libertés fondamentales ».

Un exemple à suivre pour l'ensemble des pays de la région

La directrice de l'Office des droits humains relevant du ministère espagnol des Affaires étrangères, Cristina Fraile Jimenez, a, pour sa part, affirmé que la réforme de la Constitution marocaine témoigne de la « sagesse » de S.M. le Roi Mohammed VI et du « souci constant du Souverain de doter le Maroc d'institutions modernes et démocratiques ». La réforme constitutionnelle au Maroc constitue un « exemple à suivre » pour l'ensemble des pays de la région, a ajouté Mme Fraile, rappelant que le Royaume a entrepris depuis longtemps des réformes politiques et socio-économiques profondes telle l'adoption d'un nouveau code de la famille et le code de la nationalité.

La réforme constitutionnelle et les acquis du Maroc en matière de droits de l'Homme mis en exergue à Barcelone

LES acquis du Maroc en matière de promotion des droits de l'Homme entre 1999 et 2012 ainsi que les principales nouveautés de la réforme constitutionnelle ont été mis en exergue lors d'une rencontre-débat organisée, lundi soir, à Barcelone (nord-est de l'Espagne) avec la participation de plusieurs responsables et d'éminents constitutionnalistes et juristes marocains et espagnols.

Intervenant lors d'une table ronde organisée dans le cadre de cette rencontre sur le thème «Le Maroc et les droits de l'Homme: douze ans de règne du Roi Mohammed VI», M. Mohamed Essabbar, secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a présenté un exposé exhaustif sur le processus de réformes politiques engagé par le Maroc pour la promotion des droits de l'Homme et la consécration de l'Etat de droit et de démocratie, soulignant que la «nouvelle ère, amorcée en 1999, a marqué une rupture avec les perceptions et les pratiques ayant caractérisé auparavant l'exercice du pouvoir».

L'illustration «la plus frappante» de cette volonté de rupture a été la création de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) qui a «conduit l'expérience marocaine en matière de justice transitionnelle et jeté les bases d'une nouvelle manière de traitement par l'Etat du dossier des droits de l'Homme», a souligné M. Sebbar, mettant l'accent sur les efforts déployés par le Royaume pour l'élargissement du champ des libertés, à travers notamment la promulgation d'un nouveau Code de la famille, la réforme du code de la nationalité et la mise en place de la Haute autorité de la Communication audiovisuelle (HACA).

Il a également évoqué les actions menées sur le plan institutionnel en faveur de la protection des droits humains, citant, entre autres, la suppression de la Cour spéciale de justice et la création du Conseil constitutionnel ainsi que des tribunaux administratifs, rappelant aussi la création du Conseil consultatif des droits de l'homme en 1990, qui a constitué un «tournant décisif dans le parcours des droits de l'Homme au Maroc», ainsi que l'Institut royal de la Culture amazigh et l'Instance centrale pour la prévention de la corruption.

Le processus de réformes et de renforcement du dispositif institutionnel relatif à la promotion et la protection des droits de l'Homme s'est poursuivi notamment à travers la création du CNDH, a précisé M. Sebbar, mettant l'accent sur les attributions de cette institution en matière de la consolidation des acquis démocratiques et de l'ancrage de la culture et de la pratique des droits de l'Homme.

Le secrétaire général du CNDH a également passé en revue les principales nouveautés de la Constitution approuvée par le peuple marocain en juillet 2011, qualifiant la nouvelle Loi fondamentale de «véritable charte des droits et libertés fondamentales».

La Constitution marocaine réaffirme l'adhésion du Royaume aux principes et valeurs des droits humains, tels qu'ils sont universellement reconnus, consacre la primauté des conventions internationales ratifiées par le Maroc sur le droit interne, prohibe la torture et toutes les violations graves des droits de l'Homme et renforce l'indépendance du pouvoir judiciaire par la création du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, a encore rappelé M. Essabbar.

Pour sa part, la présidente de l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH), Mme Amina Bouayache, a indiqué que le Maroc connaît une transition démocratique «évolutive et dynamique», notant que contrairement aux autres peuples de la région, les Marocains «ont fait très tôt l'exercice de l'apprentissage de la démocratie et de la liberté d'expression».

Mme Bouayach a également souligné l'importance des réformes menées par le Maroc notamment à travers la mise en place de l'IER qui a permis aux Marocains de «se réconcilier avec

leur passé», saluant le rôle de la société civile dans les changements qu'a connus le Royaume en matière de promotion des droits de l'Homme et de consécration de la liberté d'expression.

La présidente de l'OMDH a de même souligné l'importance accordée par la nouvelle Constitution à la société civile en tant que force de proposition et partenaire des pouvoirs publics pour l'élaboration de politiques visant la promotion de la situation de la femme et le renforcement de la parité Homme-Femme.

A la faveur de la nouvelle Constitution, le Maroc connaît des «changements positifs en interaction entre l'Etat et la société», a-t-elle dit, affirmant que les mécanismes de l'Etat de droit, instaurés par la Loi fondamentale de juillet dernier, commencent à porter leurs fruits comme en témoigne la publication de la liste des bénéficiaires des agréments de transports.

Intervenant lors d'une 2ème table ronde sur le thème «La réforme constitutionnelle: vers un rôle principal des citoyens», Mme Nadia Bernoussi, professeur de Droit constitutionnel à l'Ecole nationale d'Administration, a passé en revue les différentes réformes engagées par le Maroc depuis 1999, ajoutant que la Constitution de 2011 est le fruit d'un large consensus entre les partis politiques, les syndicats et la société civile.

Mme Bernoussi a, dans ce sens, mis en exergue la «place de choix» accordée par la nouvelle Loi fondamentale à la femme marocaine, à travers la consécration de l'égalité et de la parité entre les sexes, estimant qu'au niveau du contenu, la nouvelle Constitution a marqué une «rupture» avec le passé en consacrant une douzaine de dispositions aux droits de la femme.

La nouvelle Constitution prohibe la discrimination fondée sur le sexe, consacre la primauté des conventions des normes internationales sur le droit interne et appelle à rendre effective l'égalité entre l'homme et la femme, a-t-elle rappelé.

La directrice de l'Office des droits humains relevant du ministère espagnol des Affaires étrangères, Cristina Fraile Jimenez a, pour sa part, affirmé que la réforme de la Constitution marocaine témoigne de la «sagesse» de SM le Roi Mohammed VI et du «souci constant du Souverain de doter le Maroc d'institutions modernes et démocratiques».

La réforme constitutionnelle au Maroc constitue un «exemple à suivre» pour l'ensemble des pays de la région, a ajouté Mme Fraile, rappelant que le Royaume a entrepris depuis longtemps, des réformes politiques et socio-économiques profondes telle l'adoption d'un nouveau Code de la famille et le code de la nationalité.

Le Maroc constitue une «particularité» par rapport aux autres pays du Printemps arabe, a souligné la responsable espagnole, ajoutant que son pays suit avec un «énorme intérêt» les changements démocratiques en cours dans le Royaume.

Abondant dans le même sens, Manuel Terol, professeur de Droit constitutionnel à l'Université Pablo Olavide de Séville (sud), a affirmé que le Maroc a relevé avec succès un «grand défi» en se dotant d'une nouvelle Constitution, «la plus démocratique et la plus moderne par rapport à celles des autres pays de la région», soulignant l'importance des dispositions énoncées dans le préambule de la nouvelle Loi fondamentale.

Toutefois, a-t-il encore estimé, le succès de la mise en œuvre de la nouvelle Constitution marocaine est tributaire d'une «interprétation démocratique et libérale» des dispositions de ce texte par l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile.

Cette rencontre-débat qui s'est déroulée en présence du Consul général du Maroc à Barcelone, Ghoulam Maichane, a été organisée par l'Association Wafae (basée à Barcelone) avec le soutien du ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Université polytechnique de Catalogne, l'Agence catalane de coopération au développement et la municipalité de Barcelone.

Drâa-Tafilalet La commission du CNDH élabore son plan d'action

Les commissions régionales relevant du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) démarrent leurs actions. Et c'est la commission régionale de Drâa-Tafilalet qui a pris l'initiative de dresser, la première, son plan d'action annuel. Un mois après son installation à Ouarzazate par le président du CNDH, Driss Elyazami, les membres de cette commission se sont réunis récemment à Errachidia dans le cadre de sa première session ordinaire. Outre le plan d'action, dressé suite à un débat riche et varié, la commission a pu mettre en place des comités thématiques sur la protection, la promotion des droits de l'Homme et l'enrichissement des idées et du dialogue sur les droits de l'homme dans la région

Dra-Tafilalet. Présidente de la CRDH Drâa-Tafilalet, Fatima Aarâch a mis en exergue les différentes étapes historiques de la création du CRDH et présenté les grands axes orientant le travail de la commission. Pour sa part, Amal Elidrissi représentant le CNDH, lors de cette rencontre, a passé en revue le Dahir constitutif du CNDH, en précisant les fonctions des groupes de travail.

Le comité de la protection des droits de l'homme présidé par Lhoucein Oussoukl, alors que le comité de la promotion des droits de l'homme, est présidé par Driss Fakhreddine, et enfin la présidence du comité d'enrichissement des idées et du dialogue est assurée par Ahmed Chahid.

A-A

تنظيم المهرجان اللبناني 31 للكتاب في بيروت بمشاركة مغربية

افتتحت في بيروت الدورة 31 للمهرجان اللبناني للكتاب الذي تنظمه (الحركة الثقافية - انطلياس) وذلك بمشاركة مغربية.

ويتضمن برنامج هذا المهرجان، بالخصوص، حفلا تكريميا للمناضل الحقوقي التونسي كمال الجندوبي، من تقديم إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وإدارة زياد عبد الصمد المدير التنفيذي لشبكة المنظمات العربية غير الحكومية للتنمية.

كما يتضمن ندوات فكرية، وحفلات توقيع الإصدارات الجديدة، وعرض آخر مستجدات دور النشر اللبنانية والعربية، وندوات تكريمية في ذكرى غياب عدد من الشعراء والروائيين والكتاب الراحلين (بسام حجار، فؤاد سليمان، وصقر يوسف صقر)...

وستواصل الدورة الحالية للمهرجان اللبناني للكتاب على مدى أسبوعين.

انطلاق فعاليات أسبوع ثقافي بالحسيمة بمناسبة اليوم العالمي للمرأة

انطلقت، مساء يوم الاثنين بمدينة الحسيمة، فقرات أسبوع ثقافي افتتح بمعرض للمنتوجات الفلاحية والحرفية المحلية؛ وذلك بمناسبة الاحتفال باليوم العالمي للمرأة الذي يصادف ثامن مارس من كل سنة.

وتنظم هذه التظاهرة الثقافية والفنية بمبادرة من الجمعية ويتنسيق مع المنظمة الإسبانية «حركة من أجل السلام» وجمعية بادي للتشبيط الاجتماعي والاقتصادي والمديرية الإقليمية لوزارة الصناعة التقليدية بالحسيمة ومكتب التنمية والتعاون تحت شعار «المرأة المغربية ما بين الواجب المنزلي والانجازات الاقتصادية».

ويتميز هذا المعرض بمشاركة 30 تعاونية فلاحية وحرفية من إقليم الحسيمة بمنتجات صناعية محلية كالأعشاب الطبية والعطرية، والفخار التقليدي «والطين» والفن والديكور والألبسة على اختلاف أنواعها، والأعمال اليدوية. وأبرزت رئيسة «الجمعية النسائية للصناعات التقليدية والعارضين بالحسيمة» السيدة أمينة السوسي، أن الهدف من تنظيم المعارض يتمثل في التعريف بالمنتجات المحلية وتمكين فئات اجتماعية واسعة، لا سيما النساء والأطفال من ظروف العيش الكريم والنهوض بالأنشطة المدرة للدخل وتسريع وتيرة فك العزلة عن ساكنة العالم القروي.

ويتضمن برنامج الأسبوع الثقافي إحياء السوق النسوي بدوار أكني بالجماعة القروية بني بوفراح، وتنظيم ورشة حول «حقوق المرأة» بالمركز النسوي بدوار أكني، ودروس حول «الإسعافات الأولية» بقرية الصناعات التقليدية بالجماعة القروية الرواضي بمشاركة الوقاية المدنية، ومائدة مستديرة حول «العمل التعاوني» بمشاركة مكتب التنمية والتعاون.

ويشمل البرنامج أيضا تنظيم دورة تكوينية لفائدة النساء حول «كيفية استعمال الآلات الكهربائية» بالمركب الثقافي بالحسيمة، وأمسية فنية بمناسبة اليوم العالمي للمرأة بدار الثقافة الأمير مولاي الحسن بالحسيمة، وعرض حول «حقوق المرأة» بالمركب الثقافي والرياضي بالحسيمة بمشاركة المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وخرجة إلى المنتزه الوطني.

الرياضي تراسل بنكيران قصد ضمان زيارة المعتقلين السياسيين

الرباط
عبد الحليم العربي

قصد تمكينهم من محاكمة عادلة»، وكشف المتحدث عن مجموعة من الأحداث المرتبطة بالملف خلال الشهر الماضي، حيث قررت المحكمة الابتدائية -حسب قوله- أن يقوم وكيل الملك بزيارة للمعتقلين في 21 من الشهر الماضي، إلا أن هذه الزيارة لم تتم إلا بعد 10 أيام. وكشف المتحدث ذاته قضية احتجاز عائلة عبد الصمد بطار، الموجود وراء القضبان من الساعة العاشرة إلى الساعة الخامسة مساءً وبشكل تعسفي، حيث تم استخدام سيارة تابعة للأمن إلى داخل السجن، وقضى بعض أفراد هذه العائلة وقتاً في ضيافة الشرطة، كما حدث نفس المشكل -يضيف المتحدث ذاته- بالنسبة إلى عائلة محمد رضى، إذ تعرّض أحد أفراد هذه العائلة لكسر في رجله.

وأضاف بطار أن محاميه زاروا السجناء المضربين عن الطعام وتبين لهم أن المسؤولين لم يبادروا إلى زيارة المتهمين المضربين في الملف رغم وجود أمر قضائي، حيث التقى بنهاشم هؤلاء المحامين وقال لهم إنه «سيتم رفع الحيف» واعتبر بطار أن هذا الوعد في حد ذاته اعتراف بوجود تجاوزات من قبل المندوب الساسمي لإدارة السجن.

من جهة أخرى، كشف بطار عن زيارة محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، ووعده بإيفاد لجنة لحقوق الإنسان، وتوعد بالحرص على محاكمة عادلة، وشدد بطار على مطلب وحيد هو «المطالبة بإجراء محاكمات عادلة، لأن المعتقلين متيقنون من براءتهم، وتم رفع هذا المطلب إلى وكيل الملك أثناء زيارته لهم، حيث توقفوا عن الإضراب مقابل هذا المطلب»، يقول بطار.

واعتبر المتحدث نفسه أن هيئة دفاع المتهمين أكدت أن «المحاكمة لم تكن عادلة خلال المرحلة الابتدائية»، حيث تشترط المحاكمة الجنائية -في رأيه- وجود دلائل وقرائن جنائية، إضافة إلى وجود خبراء لهم مصداقية وشهود، لكي يقدموا وصفاً دقيقاً في القضية، وما حدث، يشير بطار، هو أنه تم الإقتصار على محاضر الضابطة القضائية، بينما يؤكد القانون أن ما يرد من تصريحات المتهمين في المحاضر هي مجرد معلومات للاستفناس، وهذا ما أكدته عبد الرحيم الجامعي، يقول المتحدث ذاته، رغم دفاعه عن عائلات الضحايا.

قالت خديجة، الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، إن الجمعية أرسلت عبد الإله بنكيران، رئيس الحكومة، لضمان زيارة المعتقلين في قضايا الإرهاب، قصد الإطلاع على حالتهم الصحية، وخصوصاً المضربين منهم على الطعام.

وأكدت الرياضي، التي كانت تتحدث صباح أمس الثلاثاء في ندوة نظمتها تشيكية عائلات المعتقلين في قضية «تفجير» مقهى «أركانة» (مراكش)، أن الجمعية اصطدمت بمجموعة من العراقيل أثناء رغبتها في زيارة السجناء المضربين عن الطعام داخل السجن.

واستنكرت المتحدث ذاته منع الزيارات من قِبل مسؤولي السجن المعتقلين، وخاصة منهم السياسيين الموقوفين في قضايا تتعلق بالإرهاب، حيث تابعت الجمعية عن كثب ملف المضربين عن الطعام وملف المتابعين في قضية «أركانة» والانتهاكات التي يتعرضون لها داخل السجن، حيث تعرّضت بعض عائلات المعتقلين له، الإحتجاز، لحوالي 10 ساعات، بعد منعها من زيارة أحد أبنائها المضربين عن الطعام.

وكشفت رئيسة الجمعية بعضاً من تفاصيل لقاءاتها مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان أثناء الإضراب عن الطعام، وكان سبب حضورنا هو مطالبة المسؤولين والمجلس الوطني لحقوق الإنسان بالحرص على المحاكمة العادلة.

وانتقدت الرياضي استمرار وجود حفيظ بنهاشم على رأس المندوبية الساسمية لإدارة السجن، قائلة إن المؤسسات السجنية تمر من أوضاع كارثية، وهي مرحلة خطيرة، حيث تعرّض العديد من السجناء، وخصوصاً المتابعون السياسيين، للانتقام.

إلى ذلك، أكد حسن بطار، المتحدث باسم المعتقلين في ملف «أركانة»، وجود «تجاوزات خطيرة في قضية المعتقلين، حيث يتستر المسؤولون عن الأوضاع الصحية وكرامة المعتقلين الذين اضربوا عن الطعام في الأسابيع الماضية».



Administration pénitentiaire

La situation dans les prisons «en amélioration notable»

La situation des prisons au Maroc est «en amélioration notable et constante», quoique les réalisations accomplies «restent en deçà des attentes», indique, lundi, la Délégation générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion.

Les statistiques et rapports élaborés par nombre d'acteurs locaux ou étrangers démontrent que cette amélioration «ne peut être négligée pour des lacunes ou des problématiques se rapportant naturellement à la gestion du quotidien de personnes en détention qui rejettent de bénéficier, délibérément ou non, des droits garantis par la force de la loi, tout en aspirant, de manière instinctive, à la relaxation et à la libération comme unique perspective», relève l'Administration dans un communiqué.

Cette réaction intervient suite à la publication, récemment, par un journal de propos attribués à des associations des droits de l'Homme mettant en cause l'approche adoptée par le Délégué général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion en matière de gestion des prisons.

Le communiqué soutient que si ces assertions traduisent un intérêt certain pour la situation des prisons et des détenus, il n'empêche qu'elles visent directement la personne du Délégué général, par le biais de généralités et de slogans rabâchés depuis des décennies, comme si la situation des prisons n'avait pas changé d'un iota, dans une conjoncture marquée par l'adhésion du Maroc aux principes universels des droits humains.

En faisant part du bilan positif des trois dernières années (amélioration des conditions de détention, développement du cadre juridique, etc.), l'Administration pénitentiaire estime que les actions accomplies «restent en deçà des ambitions» nourries par les nouvelles dispositions constitutionnelles.

L'Administration relève qu'elle gère le milieu pénitentiaire dans le cadre d'un contrat-programme aux objectifs clairs et précis et en coopération avec divers intervenants, notant que les prisons ne sont pas dispensées de contrôles effectués par les instances officielles légalement habilitées, à l'instar des commissions provinciales de contrôle des prisons ou du Conseil national des droits de l'Homme doté de larges prérogatives en la matière.

Revue de Presse du Conseil National

المنذوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج :

وضع السجون في المغرب «في تحسن ملحوظ ومستمر»



ذكرت المنذوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج أن وضع السجون في المغرب «في تحسن ملحوظ ومستمر». معتبرة أن ما أوردته إحدى الصحف مؤخرا، بشأن موقف بعض الجمعيات الحقوقية من المقاربة المعتمدة من طرف المنذوب العام في تدبير قطاع السجون «يضمير استهدافا مقصودا» لشخص هذا الأخير.

وجاء في توضيح للمنذوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج، توصلت به وكالة المغرب العربي للأنباء يوم الإثنين، «إن ما نسب بالمقال لهذه الجمعيات، وإن كان يجسد حرصا دؤوبا منها على متابعة الشأن السجني وحقوق السجناء إلا أنه يضمير استهدافا مقصودا» لشخص المنذوب العام بالاستناد إلى توصيف للوضع بالسجون، لا يخلو من العمومية وتكرار شعارات لم تسلم منها السجون منذ عقود خلت، وكأنها ظلت تراوح مكانها، وتعيش الجمود، في ظرفية يعرف فيها المغرب حركة حقوقية مشرقة ضمن المنظومة العالمية لحقوق الإنسان».

وقالت المنذوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج «إن واقع الأمر، بالإحصائيات وبالتقارير المنجزة، من طرف عدد من الهيئات المهنية، محلية كانت أم دولية، تؤشر على أن وضع السجون في تحسن ملحوظ ومستمر، لا يمكن حجب بعض النواقص والإشكاليات المطروحة التي تعد إفرازا طبيعيا لتدبير حياة أشخاص رهن الاعتقال، يرفضون عن قصد أو غير قصد الحقوق المخولة لهم قانونا، ويتطلعون بدافع الغريزة إلى الإفراج عنهم، وإلى الحرية دون بديل عنها». وتابع التوضيح أنه «إذا كانت المنذوبية العامة تقرر أمام الرأي

بمناى عن المراقبة من طرف الهيئات الرسمية المخولة لها ذلك قانونا، على غرار اللجان الإقليمية لمراقبة السجون والمجلس الوطني لحقوق الإنسان بما له من تخصصات واسعة في هذا المجال، والذي يباشر حاليا زيارات ميدانية لجميع السجون».

وما زعم السجون كثكنات سرية، تقول المنذوبية العامة، «إلا تضليل لا يبرره استهداف شخص المنذوب العام، ولا أي سبب كيفما كان، حتى ولو كان منعه زيارات السجون من طرف بعض الجمعيات الحقوقية، لكونه يلتزم في ذلك بما حدده المشرع بالقانون المنظم للسجون».

وذكرت بأن صلة المنذوب العام بقطاع السجون تحددها المسؤولية التي تقلدها في تدبيره، بما ترسخ لديه من قناعة بسمو القانون، ومن وطنية غيرورة على مصلحة البلد، شأنه في ذلك شأن كافة مسؤولي وموظفي قطاع السجون».

العام بالحصيلة الإيجابية للسنوات الثلاث الأخيرة، وما تحمله من منجزات ملموسة وأكيدة، سواء على مستوى تحسين ظروف الاعتقال ومستوى التاطير بالسجون، أو على مستوى تحيين وتطوير الإطار القانوني للقطاع، فإنها بالقدر ذاته تضع في الاعتبار أن ما تحقق لا يرقى إلى منتهى طموحاتها المنشودة والمشروعة، المنسجمة مع مستجدات الدستور الجديد للمملكة ومع تطورات جلاله الملك محمد السادس، أعزه الله ونصره المؤكدة على صون حقوق الإنسان في كل أوضاعه القانونية والاجتماعية».

وأشار التوضيح إلى أنه «بذات المنطلق والتحليل، تؤكد المنذوبية العامة أنها تدبر قطاع السجون في إطار برنامج عمل واضح المعالم والأهداف، وفي إطار التعاون مع مختلف الهيئات الحكومية وغير الحكومية، وإن السجون ليست

مدير مرصد الشمال لحقوق الإنسان يطلب فتح تحقيق بمندوبية الصيد البحري

مــــن : مدير مرصد الشمال لحقوق الإنسان

إلى السادة:

***رئيس الحكومة.

***وزير الفلاحة والصيد البحري.

***رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

***والي جهة طنجة / تطوان

تحية حقوقية، وبعد :

- 1بناء على أهداف مرصد الشمال لحقوق الإنسان المسطرة في قانونه الأساسي، من بينها:
**حماية حقوق الإنسان في كونيتها وشموليتها والدفاع عنها بكل الوسائل المشروعة والمتاحة.
**فضح خروقات حقوق الإنسان والعمل على إيقافها ومحو آثارها.
**الدفاع عن ضحايا الخروقات بكل الوسائل خاصة التدخل لدى الجهات الرسمية والتوجه لدى القضاء.
- 2وبناء على الملف الذي تقدم به مجموعة من الموظفين بمندوبية الصيد البحري بطنجة، موضوع هذه الشكاية. من بينهم السيد: م.ف ، رئيس مصلحة صناعات الصيد بمندوبية الصيد البحري بطنجة. الذي قدم شكايتين موجهتين لمرصد الشمال لحقوق الإنسان – تم إرفاقهما كوثيقة 1 و 2- جاء ما ملخصه ما يلي:
"انه بتاريخ 13 فبراير 2012 قام مندوب الصيد البحري بطنجة بدون إعلام المشتكى أو حضوره باقتحام مكتبه، محملا إياه في نص الرسالة مسؤولة إتلاف أغراضه الشخصية أو الإدارية من خواتيم الخاصة به. وكذا محملا إياه مسؤولة أي تزوير في أي وثيقة باسمه مستقبلا."
ويضيف المشتكى أن الفعل الصادر عن المندوب المذكور، إضافة إلى قيام هذا الأخير بمعية بعض الأطراف في الإدارة المركزية لقطاع الصيد البحري التابع لوزارة الفلاحة والصيد البحري باستصدار قرار مفاجئ وتعسفي قصد نقله إلى إدارة الصيد البحري بالناظور دون مراعاة لظروفه الصحية التي يعانيها وزوجته. وكذا لما يلحقه ذلك من أضرار نفسية على ابنتيه البالغتين من العمر 12 و 8 سنوات اللتان تتابع دراستهما بمدينة طنجة.
ويضيف المشتكى، أن القرار التعسفي المذكور ناتج عن ما قام به في إطار عمله كمناب للمندوب عندما كان هذا الأخير في عطلة مدتها 22 يوم ابتداء من 09 نونبر 2011، عبر إبلاغ الإدارة المركزية متمثلة في وزارة الفلاحة والصيد البحري بقيام حارس المندوبية المسمى – ح.ح ، بمحاولة ضرب المندوب بألة حادة وفق ما هو مثبت بشهادة واعتراف الموجه إلى من يهمهم الأمر محررة بتاريخ: 2011/11/23. – مرفق رقم: 03 بعد قيام المندوب بالتدخل في حياته الشخصية من خلال أعمال وسلوكات وتصرفات غير أخلاقية يطالبه بها. وهو ما رفضه الحارس المذكور.
- ملف التصرفات غير أخلاقية موضوع شكاية للحارس إلى للكاتيب العام للنقابة الموحدة لبحارة الصيد الساحلي والتقليدي المنصوي تحت الاتحاد الوطني للشغل بالمغرب مرفقة: 04، ومراسلتين للنقابة المذكورة موجهتين إلى كل من وزير الفلاحة والصيد البحري مرفق: 05، وأخرى موجهة لوالي جهة طنجة / تطوان، مرفق رقم: 06.
لذلك، نلتمس منكم، و بشكل مستعجل، العمل على ما يلي:
1فتح تحقيق جدي ومسؤول في كل ما ذكر أعلاه.
2التراجع عن قرارات التنقيط الصادرة عن الوزارة المعنية إلى حين إجراء بحث دقيق وموضوعي في كل ما تعرفه مندوبية الصيد البحري بطنجة من خروقات.
3اتخاذ الإجراءات القانونية والإدارية اللازمة في حق كل من تبث تورطه بشكل من الأشكال في إفساد المرفق أو نهب المال العام.
وحرر في: 6 مارس 2012.